

Quelle(s) Afrique(s) demain ?

NB : Le présent ouvrage est une synthèse à partir des propos échangés, et ne saurait donc être tenu pour un verbatim engageant les participants.

Texte : Philippe Ratte

Maquette : David Dumand

© Fondation Prospective et Innovation, juin 2017

© Ginkgo Éditeur pour la présente édition

ISBN : 978-2-84679-291-2

Ginkgo Éditeur

33, boulevard Arago

75013 Paris

www.ginkgo-editeur.fr

Préface de

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Président de la Commission des Affaires Étrangères,
de la Défense et des Forces Armées du Sénat
Ancien Premier Ministre

Quelle(s) Afrique(s) demain ?

Cinquièmes Rencontres de Bordeaux
sur les bonnes nouvelles d'Afrique

Bordeaux
1^{er}-2 juin 2017

GINKGO
éditeur

LA FONDATION PROSPECTIVE & INNOVATION

Créée en 1989 par René MONORY, ancien Président du Sénat et ancien ministre, et François DALLE, ancien Président de l'Oréal, reconnue d'utilité publique, la Fondation est aujourd'hui présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, ancien Premier Ministre, Président de la Commission des affaires Étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat.

Elle a pour objet de favoriser une prise de conscience et une réflexion prospective sur les transformations du monde contemporain, afin d'aider nos concitoyens à entrer activement dans l'avenir avec lucidité plutôt que d'y être entraînés, en repérant notamment les innovations et les émergences qui transforment notre monde en permanence.

Elle s'efforce d'apporter aux décideurs français un éclairage international sur des sujets stratégiques.

Elle réunit à cet effet spécialistes et responsables d'entreprises, intellectuels et décideurs politiques, dans des cadres de travail appropriés à une recherche sans préjugés menant à des propositions utiles.

Son action se concentre sur trois domaines prioritaires :

- comprendre et apprécier la réalité des émergences, et tout spécialement celle de la Chine,
- stimuler la compétitivité en éclairant notamment les chefs d'entreprises,
- participer à la conception d'une nouvelle gouvernance mondiale, nationale et locale, adaptée aux formes nouvelles d'expression populaire comme aux besoins d'un pilotage stratégique à long terme.

**La Fondation rend publics ses travaux
à travers des publications et un site internet,
www.prospective-innovation.org**

Fondation Prospective & Innovation
63 avenue de Suffren – 75007 Paris FRANCE
Téléphone : 01 53 85 84 01 – Fax : 01 53 85 84 09

Préface	7
JEAN-PIERRE RAFFARIN	
Avant-propos	11
PATRICK GUILLAUMONT	
PREMIÈRE PARTIE	15
AFRIQUES PLURIELLES	
TABLE RONDE 1	23
DIASPORAS ET CROISSANCE AFRICAINE	
TABLE RONDE 2	49
LES DIASPORAS, LEVURE DANS LA PÂTE	
TABLE RONDE 3	67
LA CROISSANCE AFRICAINE, L'HEURE DE VÉRITÉ	
TABLE RONDE 4	95
L'ÉCONOMIE AFRICAINE AU CŒUR DU MONDE	
	115
ÉLÉMENTS DE CONCLUSION	
DEUXIÈME PARTIE	119
DÉMOCRATIE, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT	
INTRODUCTION	121
LÀ OÙ COMMENCENT LES ESTUAIRES	
TABLE RONDE 5	137
L'AFRIQUE, DÉMOCRATIE ET RÉSEAUX SOCIAUX	
TABLE RONDE 6	153
L'AFRIQUE, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT	
ANNEXE	181
PROGRAMME	

Afrique ambiguë

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Ancien Premier Ministre

Président de la Commission des Affaires Étrangères,
de la Défense et des Forces Armées du Sénat

2017 est le soixantième anniversaire d'un livre majeur : « *Afrique ambiguë* » de Georges Balandier, co-inventeur avec Alfred Sauvy du concept de Tiers Monde. Il y saisissait dès 1957 le frémissement d'un continent à l'orée de ses indépendances et mesurait l'enjeu des transformations à venir, entre continuités séculaires et perspectives soudain ouvertes.

Faire des cinquièmes rencontres de Bordeaux sur les bonnes nouvelles d'Afrique un hommage à cet ouvrage qui fit date est doublement bienvenu.

D'une part, l'Afrique de 2017 est dans une situation très comparable, mutatis mutandis, à celle d'il y a soixante ans. Des choix d'avenir se présentent à elle à l'état naissant, sur fond de situations en place qu'ils bouleverseront. Peut-être même sont-ils beaucoup plus pressants, beaucoup plus structurants, beaucoup plus lourds de conséquences que ceux qui consistaient à revêtir les formes de la modernité politique vers 1957.

Mais d'autre part, le concept d'ambiguïté vient à point nommé valoriser la configuration qui se dessine ainsi une seconde fois. Méditant sur les ressources de pensée de la Chine, François Jullien nous indique que l'*ambiguïté*, par contraste avec l'*équivoque* associée à l'*ambivalence*, est une puissante ressource, en ce qu'elle entretient l'indécision féconde entre des aspects différents, voire opposés, maintenant ainsi en tension créative des potentiels que l'ambivalence annule et que la distinction disjoint.

Or n'est-ce pas exactement de cette ressource que l'Afrique est aujourd'hui riche, en consonance avec l'émergence graduelle, en sous-couche matricielle de la pensée contemporaine, de cette pensée de la complexité, promue aussi bien par le front de taille de la recherche la plus sophistiquée que par la propagation graduelle de la sagesse chinoise la plus antique ?

C'est l'ambiguïté même dont elle est grosse qui invite à nourrir une grande ambition pour l'Afrique. Durant le demi-siècle qui suivit ses indépendances, l'humeur fut à traiter l'Afrique comme un continent en rattrapage, n'ayant pas grand chose en propre à apporter au processus qu'il convenait de lui appliquer puisqu'il s'agissait de la haler sur les voies du développement tracées d'avance par les pays développés. Le demi-siècle qui y fait suite depuis le début du présent millénaire dessine une

toute autre perspective, dans laquelle le destin de l'Afrique commande peut-être au contraire le sort global de l'humanité, invitée d'ores et déjà à suivre de près ce qui couve sous ce continent.

C'est à ce retournement de perspective de plus en plus perceptible que les rencontres annuelles de Bordeaux sur les « Bonnes nouvelles d'Afrique » s'attachent à sensibiliser opinion et décideurs.

L'Afrique est en ce moment même le théâtre de deux transformations tectoniques dont l'issue est encore indécidable, mais dont les conséquences seront capitales pour le monde entier : la première est l'amorce encore peu perceptible mais régulière et cumulative d'une modernisation générale en train de refaçonner les sociétés, les économies, les régimes, qui autorise à présager un passage endogène du continent à un fonctionnement comparable à celui des sociétés développées, d'abord par parties puis sans doute assez vite dans son ensemble. La seconde est l'imminence inéluctable et sans précédent d'un tsunami démographique en cours, capable aussi bien d'innover cette modernisation porteuse que d'en annuler voire en inverser la dynamique favorable. Tout dépend de la manière dont cette mue gigantesque en train de s'accomplir, qu'on le veuille ou non, aura été anticipée, accompagnée, pilotée s'il se peut.

C'est bien sûr la responsabilité des dirigeants et de leurs peuples, mais aussi celle de la communauté

internationale, très directement intéressée au devenir de ce trop plein humain annoncé sur fond de modernisation encore en devenir. Mais c'est aussi et surtout la responsabilité de tout un chacun, en Afrique et hors d'Afrique, tant il est vrai que les options prises à l'échelle des nations sont toujours le reflet d'une vision du monde établie dans les esprits du temps.

Le destin de l'Afrique, et à travers lui une part de celui du monde, est intéressé à ce qu'une juste intelligence de ce qui s'y passe progresse de toutes parts et alimente des choix pertinents, éclairés, prospectifs.

Telle était l'ambition du colloque tenu à Bordeaux, en coopération avec la Fondation pour les études et recherches en développement international (FERDI) que préside M. Patrick Guillaumont, et avec la mairie du Bordeaux, les 1^{er} et 2 juin. Le présent ouvrage en résume les débats.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Président de la Fondation Prospective et Innovation

Avant-propos

PATRICK GUILLAUMONT
Président de la Fondation pour les Études
et Recherches sur le Développement International
(FERDI)

À l'ouverture de cette session 2017 des Bonnes Nouvelles d'Afrique, rendez-vous devenu incontournable de décideurs publics et privés, africains et européens, ainsi que de chercheurs, que la Ferdi se réjouit d'organiser une fois encore avec la FPI, une constatation s'impose. L'Afrique que Georges Balandier il y a plus d'un demi-siècle dans un ouvrage célèbre qualifiait *d'Afrique ambiguë* est aujourd'hui tout autant ambiguë, même si elle l'est différemment. D'un côté l'émergence de divers pays, que d'importantes conférences tenues fin mars à Abidjan ont analysée et presque célébrée, se confirme. De l'autre les crises, déjà présentes ces dernières années au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, semblent s'aggraver. On peut certes espérer que des crises jaillira l'émergence. Mais il y faudra du courage et de la lucidité partagés et du temps.

Trois crises sont en cours qui menacent l'émergence.

La première est la crise des pays exportateurs de pétrole, dont il a déjà été fortement question lors des Bonnes Nouvelles d'Afrique de 2016 et qui s'est prolongée sans régresser. Sont particulièrement concernés les pays de la CEMAC, tous sauf un étant exportateurs de pétrole. Ils font aujourd'hui face à la nécessité de réformer en profondeur leurs politiques économiques et semblent déterminés à le faire. La bonne nouvelle est que la crise donne l'occasion de mettre en œuvre des réformes qui n'auraient pas été possibles autrement. La CEMAC trouve dans la coordination sous régionale de ces réformes une nouvelle légitimité et la Ferdi est heureuse de lui apporter un appui technique à cette fin.

La seconde crise est la crise alimentaire. Elle prend hélas la suite de plusieurs autres. Elle est d'une extrême gravité, frappant plusieurs dizaines de millions de personnes. Servira-t-elle à mettre enfin en œuvre dans les régions concernées de vigoureuses politiques de développement agricole et rural, dont l'insuffisance est à considérer comme un échec majeur de la coopération internationale ? Ces politiques ne sont pas concurrentes de l'industrialisation de l'Afrique, elles sont au contraire la condition d'une industrialisation durable. Elles sont surtout la condition de la stabilité économique et sociale du continent.

Une troisième crise est celle de la mondialisation. Il y a aujourd'hui comme un mouvement de remise en cause de la mondialisation prenant sa source pour partie dans des idéologies a priori contraires pour partie dans ses dérives non régulées, et dans le chômage au Nord et au Sud. Cette crise devrait elle-même conduire à faire valoir l'importance de l'intégration régionale et de son renforcement, selon des périmètres et modalités variés. Le Brexit qui a pu apparaître comme une remise en cause de l'intégration régionale devrait au contraire conduire à penser l'intégration régionale en Afrique sur des bases plus robustes. La négociation sur la suite de l'accord de Cotonou pourrait en être l'occasion.

La conférence Bonnes Nouvelles d'Afrique de 2017 à Bordeaux a permis des échanges fructueux sur tous ces points. Souhaitons qu'elle contribue à l'amélioration de futures nouvelles d'Afrique.

PATRICK GUILLAUMONT

PREMIÈRE PARTIE

Afriques plurielles

Afriques plurielles

« Une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

Le cinquième et suprême considérant de l'Acte Constitutif de l'UNESCO¹, pierre angulaire de l'éthique mondiale pour notre temps, définit sans ambages la visée et la valeur d'une rencontre comme celles qui, depuis cinq ans, s'attachent aux Bonnes nouvelles d'Afrique, sous l'égide conjointe de la mairie de Bordeaux et de la Fondation Prospective et Innovation, rejointes depuis deux ans par la FERDI.

Au delà du souci en effet de rassembler des éléments d'information et de réflexion sur le devenir du continent noir désormais en essor, le but de ces rencontres est d'animer une relation entre les peuples, à travers la rencontre graduellement plus familière entre des hommes et des femmes de bonne volonté prenant au sérieux ce que leur destin a de commun, pour différentes que soient

1. Acte Constitutif, adopté le 16 novembre 1945 à Londres par 44 États réunis sous la présidence de Léon Blum.

leurs histoires, du Cap Nord au Cap de Bonne espérance.

L'effet immédiat de cette bonne intelligence ainsi fomentée est de rendre plus intelligent, ne serait-ce que par la dissipation des fausses évidences, via l'expérience féconde des écarts par quoi se construit le véritable entre soi. Nul n'est semblable à aucun autre, découvre t'on sans peine, de sorte que s'imaginer qu'il y a ici un « Nous » formé de semblables, et là-bas un « Eux » formé d'autres qui seraient semblables entre eux mais différents de ce premier « Nous » est une approximation erronée : il n'y a de « nous » que commun, constitué non à base de ressemblances superficielles et contingentes, toujours factices, mais « *sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité²* », c'est à dire pensé comme la racine d'unité qui s'entend dans le concept de *diversité*, par contraste avec le vain petit jeu des *différences*.

« *L'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine* » qui sous-tend cette acception de l'humanité comme un tout formé de personnes distinctes, par opposition avec la négation de l'humanité à quoi tend sa réduction à des groupes, communautés, appartenances vécues comme à-partenances, était en 1945 une magnifique pétition de principe contre « *la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de*

2. Ibid.

l'inégalité des races et des hommes » dont « *la grande et terrible guerre qui venait de finir* » avait montré l'effet désastreux. Mais en ce temps là l'exposition mutuelle pacifique des uns aux autres restait des plus limitée.

La chance de notre temps est qu'il est depuis une ou deux générations devenu celui de la mobilité universelle, essaimant tous les jours dans le monde entier des hommes et des femmes venus de toutes ses parties. Un monde de plus en plus peuplé de diasporas, et par là de plus en plus nomade en esprit. Un monde faisant chaque jour presque partout l'expérience de sa diversité planétaire et tendant par là à se recomposer comme un tout habité par une seule et même espèce humaine faite d'autant de singularités qu'elle compte de membres, passés, présents et à venir. Un nouveau monde, enfin !

Ce monde en émergence sur toute la surface du globe d'une manière de plus en plus isotrope, quels qu'aient été les destins passés des divers continents, pays, peuples, invite à un renouveau des manières de le penser, de le connaître, de le vivre. Il n'est pas jusqu'aux sciences sociales qui ne doivent repenser leur nature, leurs méthodes, leurs sujets pour appréhender la réalité naissante de ce monde homogène, elles qui ont grandi pour en décrire les disparités.

Bordeaux est de ce point de vue un point névralgique : ouverte de longue date sur le monde par le commerce qui l'a fait grandir, disposant de

deux laboratoires de premier ordre sur les études africaines, foyer d'une importante diaspora africaine mais aussi pôle d'attraction pour des étudiants de toute la France par la qualité de ses filières universitaires, chef-lieu d'une région désormais étendue du Poitou aux Pyrénées et du plateau de Millevaches à l'Océan, cette grande métropole joue pleinement le rôle d'échangeur entre circuit primaire du monde et circuit opérationnel des divers registres dans lesquels se tient la vie effective des gens et des sociétés.

La Fondation Prospective et Innovation pour sa part avait été créée en 1989 pour capter d'urgence l'énergie de l'onde sismique des nouvelles technologies apparues aux États-Unis et alors en pleine phase de diffusion mondiale. Elles eurent tôt fait d'envahir le monde entier bien plus vite que l'anticipation ainsi hâtivement mise en place ne put les devancer, de sorte que dès 2006 la Fondation délaissa ce champ initial pour se tourner vers les émergences en devenir, à commencer par celle de la Chine, et elle y fut très heureuse puisque depuis douze ans son rôle de fourrier dans la compréhension du phénomène majeur de ce siècle n'a cessé de s'affirmer avec éloges.

C'est forte de cette expérience qu'elle a, voici cinq ans, choisi l'Afrique comme nouveau sujet d'observation pertinent du point de vue tant de la prospective que de l'innovation. L'avenir dira sans

doute que c'était détecter à point nommé l'amorce d'une transformation majeure du monde, analogue en nature sinon en portée à celle qui voici un tiers de siècle amorçait le retour de la Chine au premier plan du monde. Qui sait si, à l'intérieur de cette émergence africaine désormais perçue de plus en plus largement ne s'en dessine pas une autre en germe, de portée mondiale celle-là, qui serait l'émergence des diasporas comme innervation universelle de toutes les sociétés, et donc matrice du monde par exemple au siècle prochain. Déjà l'immense Chine, bloc historique compact s'il en est, prend grand soin de disséminer avec discernement étudiants, travailleurs, hommes d'affaires aux quatre coins du monde, veillant attentivement à leur suivi et à faciliter leur parcours, comme si elle pressentait qu'à l'heure même où elle pourrait avoir la tentation de ne compter que sur ses propres forces devenues colossales l'intelligence exige de se mêler au terreau du monde comme les racines s'unissent à la terre, loin du tronc. L'avance technologique qui commence à être la sienne en matière par exemple de technologies de communication ou d'intelligence artificielle est d'ores et déjà une validation de cette intuition, tant elle doit au retour d'expérience des centaines de milliers de chercheurs, étudiants, experts qu'elle a eu la prescience de dépêcher partout où l'avenir semblait en chantier.

Tout porte à penser aujourd'hui qu'il y aura toujours davantage un lien organique entre

diasporas et émergence, avec pour effet mécanique de mettre en synergie des systèmes jusque là découplés et de promouvoir ainsi une connexion toujours plus étendue entre aspects jusque là disjoints du développement global, permettant des sauts qualitatifs inespérés.

Diasporas et croissance africaine

Bâtir sur la roche mère

S'agissant de l'Afrique, il semble que l'on soit définitivement sorti de la polarité optimisme / catastrophisme qui a prévalu depuis le fameux livre de René Dumont, *L'Afrique Noire est mal partie*³. L'heure est à rechercher un juste ton, entièrement dépouillé de la part d'idéologie qui imbibait ces positions contraires aussi outrées l'une que l'autre, et à examiner les faits en face avec lucidité et résolution.

Il faut pour cela commencer par oublier que l'on parle d'Afrique, tant le terme véhicule d'affects, de préjugés recuits ou au contraire de sensibilités à vif, et aller droit aux fondamentaux : tous les humains sont nés de deux autres humains, tous mourront, et en tous circule un même sang. En conséquence de quoi, en chacun d'eux doit absolument être respectée l'humanité que nous lisons chacun en nous même. Tous sont absolument autres, donc non semblables, mais chacun n'en est pas moins consubstantiel en humanité, c'est-à-dire identique en dignité.

3. René Dumont, *L'Afrique Noire est mal partie*, Seuil 1962

Tel est l'unique fondement sur lequel peuvent et doivent reposer la conduite des humains, le gouvernement des peuples, et la gouvernance du monde.

À partir de là, la question qu'on peut alors réouvrir du développement de l'Afrique ne se pose plus dans des termes techniques ou politiques, mais en termes d'équité du développement humain, auquel tous et chacun sont solidairement intéressés. On voit tout de suite, sur ce fondement, qu'elle passe nécessairement par la participation et l'interaction des hommes (concept englobant les deux sexes), et donc par l'organisation de leur coopération.

Tel était le but des conférences nationales qui se sont multipliées en Afrique à l'instar du Bénin⁴, qui continua à chercher sa voie à contre-pente des propensions marxisantes qui avaient beaucoup sévi en Afrique au lendemain des indépendances.

4. La conférence nationale souveraine du Bénin est la première conférence nationale en Afrique francophone. Elle a servi de modèle à toutes les suivantes. Imaginée en août 1989 pour dénouer une crise entre le régime marxiste, inefficace et répressif de Mathieu Kérékou et une insurrection populaire, elle s'organisa à partir du 22 décembre 1989 et accomplit une révolution comparable à celles qui la même année transformaient soudain le glacis soviétique d'Europe de l'Est en pépinière de nations libres. Ouverte officiellement le 19 février 1990, elle évolua un peu à la manière du concile de Vatican II qui avait profondément transformé l'église catholique à partir de 1962. Lorsqu'elle se conclut le 28 décembre 1990, son rapporteur Albert Tévoédré put déclarer qu'elle avait permis « *une reconquête de soi, de sa dignité de manière à reprendre l'initiative historique, la responsabilité de son destin, dans l'amitié avec les autres peuples et nations* ». Depuis lors, l'alternance démocratique a permis au président Kérékou, écarté par l'élection de Nicéphore Soglo, de ne revenir au pouvoir que par la voie des urnes, en 1996, et d'en partir en 2006 conformément à la limitation constitutionnelle de deux mandats. Cet exemple fut suivi avec des fortunes diverses au Gabon (1990), au Congo (1991), au Mali (1991), au Togo (1991) au Tchad (1993) et au Zaïre (1991-1993).

Cependant, on en vint à se demander si le pendule n'allait pas trop loin dans l'autre sens : il était certes excellent de s'être débarrassés d'un léninisme tropical léonin, mais fallait-il aller jusqu'à voir fleurir près de 250 partis politiques dans un pays de 10 millions d'habitants ? Ce multipartisme intégral était ingérable et, pour être l'inverse de la dictature, n'en était pas moins l'équivalent inversé, ce qui a pu conduire encore aujourd'hui des institutions aussi influentes que la prestigieuse fondation Mo Ibrahim à se donner pour thème de réflexion « *Le développement en Afrique, une illusion ?* ».

Toutefois, l'impact réel d'un levier comme celui imaginé par Mo Ibrahim à travers sa fondation⁵ est impressionnant : on devrait saluer l'année 2016, qui en fête le dixième anniversaire seulement, comme une borne miliare sur le chemin de la démocratie et de la bonne gouvernance. Des élections dans divers pays ont conduit à une alternance paisible. Lorsque le président de la Gambie en place depuis vingt ans, Yahya Jammeh, refusa de céder la place

5. La Fondation Mo Ibrahim a été créée en 2006 par le milliardaire anglo-soudanais éponyme. Elle se propose d'aider, par la seule vertu de l'influence bénigne, l'Afrique à se débarrasser de ses dictateurs corrompus. Le Prix Mo Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique récompense les chefs d'État vertueux. Son premier lauréat fut Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique. Le prix, d'un montant de cinq millions de dollars, financé sur la fortune personnelle de Mo Ibrahim, se complète d'une pension annuelle à vie de 200 000 dollars, doublée si l'ex-dirigeant fonde une œuvre caritative.

La Fondation publie l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, qui établit un classement des 54 pays d'Afrique. Maurice, le Botswana et le Cap-Vert ont ainsi été distingués. On a observé que la variation de cet indicateur avait une forte valeur prédictive. Ainsi, les indicateurs de l'Égypte et de la Libye ont baissé avant le printemps arabe de 2011, ceux du Mali avant le coup d'État de 2012, celui du Burundi juste avant la crise politique de 2015.

à son adversaire élu Adama Barrow, c'est toute l'Afrique de l'Ouest qui s'est mobilisée pour le guider en douceur, mais fermement, vers la sortie, et la crise a été dénouée.

La valeur résolutoire des influences extérieures de ce type inviterait à promouvoir une sixième région en Afrique, celle de la diaspora qui n'a jamais voix au chapitre alors qu'elle compte tant et peut tant apporter. Peut-être le jour est-il venu d'imaginer une conférence générale de la diaspora, voire des Etats Généraux lui permettant comme le Tiers Etat jadis, étant peut être tout et ne comptant pour rien, de devenir quelque chose.

Nouvelles frontières ou nouvelles fondrières ?

Il s'agissait aux soleils des indépendances⁶ de faire vivre de jeunes états dans le cadre de frontières héritées d'une histoire coloniale et décrétées intangibles. Cette intangibilité des frontières était à peu près la seule constante de l'équation insoluble d'un développement harmonieux. Aujourd'hui, de nouvelles frontières s'esquissent, au sens cette fois de la frontière de l'Ouest américain, qui avait pour propriété de ne cesser de progresser, de rompre les limites en passant les bornes. Mais, telles les flux d'un

6. L'expression fait allusion au succulent roman d'Amadou Kourouma, *Les soleils des indépendances*, Montréal 1968, qui joue subliminalement sur le mot malinké signifiant soleil, mais aussi par extension jour ou époque.

fleuve et d'une marée montante se heurtant dans un estuaire en un mascaret redoutable, ces nouvelles frontières avancent l'une vers l'autre au lieu, comme dans l'Ouest américain d'antan, de se conjuguer.

La frontière la plus mobile, la plus ample, c'est l'envolée démographique. Elle est aussi impressionnante en elle-même qu'en proportion du reste du monde. En 1900, les 100 millions d'Africains représentaient 10 % environ de la population mondiale. Le milliard qu'ils sont aujourd'hui pèse 15 % de la population mondiale. Quand vers 2050 ils seront peut être 2,4 milliards, ce sera 25 % de la population du monde. Et si tout se poursuit de la sorte, en 2100 ils en formeront le tiers avec 4 milliards d'habitants. Cette croissance quantitative et la modification du poids relatif de l'Afrique dont elle s'assortit en prime sont sans précédent aucun, et laissent donc le monde perplexe. En présence de ce syndrome, les experts sont comme autant de médecins de Molière, diserts mais impotents. Déjà le Nigeria (PNB : 478 Md\$) est promis à compter plus d'habitants que les USA (PNB : 16 720 Md\$, soit 35 fois plus), et l'Afrique est en passe d'être à court terme plus peuplée que la Chine, elle qui il n'y a pas si longtemps avait un PNB global inférieur à celui de Hong Kong !

L'allongement de la durée de la vie, de 39 à 60 ans en un demi-siècle, couplé à une natalité demeurée forte (tandis qu'il s'était accompagné d'un recul

progressif de la natalité partout ailleurs dans le monde), explique en grande partie cette inflation démographique.

Cela n'a pas empêché un étoffement significatif des classes moyennes, témoin d'une prospérité économique très accrue durant le même demi-siècle, mais lorsqu'un pays comme le Niger, écologiquement fragile, passe de 3,2 à 20 millions d'habitants dans le même temps et s'achemine vers les 50 millions à brève échéance, dans une expansion hyperbolique, il est inévitable qu'aucun équilibre ne résiste à cette crue humaine. Les effets du changement climatique, se combinant avec l'incidence d'une surpopulation, réduisent à vue d'œil les surfaces exploitables, surpâturées, engendrant un exode rural vers les villes, où la situation est encore pire. De là partent des migrations de la misère, qui exportent l'intenable disproportion entre les vies qui affluent et les conditions de les entretenir qui se détériorent. Le dilemme issu de la démographie africaine devient alors un problème pour le reste du monde.

Face à cette frontière aussi redoutable qu'un feu de prairie poussé par l'ouragan, progresse la frontière qu'on pourrait appeler du savoir. On part de loin, si l'on sait que les USA ont 4 000 chercheurs par million d'habitants, la France 3 000, la République Sud Africaine 300, mais le Nigeria 39 et le Niger 29. Quand les USA déposent à eux seuls la moitié des quelque 300 000 brevets enregistrés

par an dans le monde, l'Afrique au grand complet n'en dépose exactement que 303, soit un millième ! Tout le monde se félicite de voir la tortue de la formation, de la recherche, de la culture avancer continument à travers tout le continent et tenir ses promesses de gagner in fine la partie, mais le lièvre démographique avec lequel elle est en compétition non seulement ne flâne pas, mais, parti bien avant elle, file loin devant.

Cette disparité est d'autant plus alarmante que l'Afrique manque cruellement d'expertise en politiques publiques. D'emblée, et depuis trop longtemps, elle a sous-traité cette fonction aux conseillers étrangers de tout poil, aux bailleurs, à la Banque Mondiale, dont l'évergétisme affiché n'est certainement pas un certificat de sincère consécration au bien des peuples. Si on y ajoute les effets anémiant du brain drain qui prélève continument en Afrique depuis des décennies les meilleurs éléments, on pressent que l'Afrique est mal outillée pour affronter une crise à venir dont aucune partie du monde n'a jusqu'à présent eu à connaître l'équivalent.

Enzymes

Le trait syncrétique majeur est sans doute le fait que l'Afrique est en train de devenir un maillage de sociétés urbaines : c'est dans des villes, parfois démesurées comme Lagos ou Kinshasa, que se

rencontrent les deux ondes évoquées ci dessus, celle de l'afflux humain et celle de l'influx du renouveau, dans un tourbillon pouvant tourner aussi bien au vortex qu'à la spirale ascendante. Les effets de cette urbanisation sont nombreux, à commencer par l'immense besoin d'équipements (logements, réseaux, services) qui en résulte, en allant jusqu'à une transformation complète du rôle de la femme.

Dans cette transformation, ici comme en Chine, l'apparition d'une classe moyenne hier embryonnaire et principalement constituée de fonctionnaires en tout genre, à présent en expansion et diversifiée, est un axe régulateur qui s'affirme de plus en plus. C'est elle qui crée un marché pour des biens de toutes sortes, qui se soucie d'éducation, qui donne une assiette à l'exigence démocratique, qui s'éveille à tous les courants du monde dont elle est de mieux en mieux informée. C'est elle qui veut une Afrique nouvelle comparable au reste du monde, définie par un meilleur niveau de vie plutôt que par des histoires tribales surannées ou des nationalismes factices. C'est elle qui désire ardemment prendre part au mouvement du monde, qui est connectée à des parents et amis un peu partout, qui voyage à présent, qui aspire à une sorte de parité dans la société mondiale.

C'est en son sein que se développent donc rapidement, parfois très rapidement, des raccourcis

vers une modernité immédiate et non plus annoncée comme l'effet lointain d'un patient développement de rattrapage. L'innovation y est partout, diffuse, imprévue. Qui retournerait à Cotonou par exemple après dix ans d'absence se croirait dans une autre ville. On y trouve des services sociaux pour analphabètes, on y paie n'importe quoi par téléphone, des ambulances sont disponibles ad nutum, de nouveaux usages s'éveillent partout. On n'est plus du tout dans l'Afrique des années 80-90, et cette transformation palpable communique une impression certes un peu confuse, mais globalement très encourageante, de la manière dont les enjeux sont maîtrisés, assez mal sans doute globalement, mais de manière très inventive et efficace en détail, au jour le jour, en pratique. L'Internet est partout, les enjeux de santé, d'éducation, ont pris une importance qu'on ne leur accordait pas naguère, les compétences se multiplient, l'activité est fébrile. Il est difficile de porter un diagnostic d'ensemble, mais les signaux recueillis à ras de terre sont tous positifs. Tout se passe comme si l'Afrique entière, à mesure qu'elle entre dans une phase critique de son histoire sous l'effet combiné aléatoire d'une envolée démographique et d'une poussée de modernité, inventait des adaptations ingénieuses permettant jusqu'à présent de surfer sur la déferlante à remous, voire d'en absorber l'énergie pour la faire servir à des transformations fécondes.

Sans point d'appui, que vaut un levier ?

Ainsi, la démographie peut-elle être tenue pour inquiétante ou de bon augure selon le chemin que prennent ces masses humaines. La question est donc celle de leur emploi : savoir les employer comme puissance d'apprentissage en bonne santé à l'âge scolaire plutôt que comme enfants des rues, savoir les préparer à une place dans la société et « *aux responsabilités de l'homme libre*⁷ » durant leur adolescence, savoir tirer parti de leurs capacités et justement de cette dignité de citoyens responsables quand ils deviennent adultes, savoir parmi eux sélectionner une élite imprégnée du sens de son appartenance à cette nation en expansion et dévouée au bien commun plutôt qu'imbuë d'une mentalité coloniale envers ses propres concitoyens. Vaste programme !

Or, les économies africaines sont pauvres en emplois et demeurent vulnérables aux variations de prix de quelques matières premières formant souvent encore l'assiette principale des budgets publics. Développer les politiques publiques qui amélioreraient l'état général qualitatif de la population en forte expansion quantitative reste donc incertain, tandis que la vie économique courante reste incapable d'absorber tout le flux de main d'œuvre dont elle pourrait bénéficier. Il faut donc changer de moteur de croissance, à l'image

7. Acte Constitutif de l'UNESCO, Londres, 16 novembre 1945.

de ce qui s'est fait en Ethiopie, en développant une dynamique endogène. L'urbanisation y concourt, en ouvrant des chantiers puis des besoins sur place. Mais il reste indispensable de développer un secteur productif pour les marchés local, national, régional et pourquoi pas international, car c'est la demande solvable qui permet à l'activité de se développer durablement et de soutenir un secteur productif de biens rémunérateurs. C'est vrai partout dans le monde, depuis toujours, et on en déduit aisément l'équation du défi africain : le continent qui a le plus ardent besoin de créer des emplois et des productions n'en est encore qu'à tirer seulement 11 % de sa valeur ajoutée totale de l'activité manufacturière. Nulle part, jamais, l'écart entre la coupe et les lèvres n'a été aussi grand, surtout à l'heure où la croissance de l'activité productive, si soutenue qu'elle soit, est très en deçà de celle des effectifs à employer aujourd'hui et surtout demain. La crise migratoire vers l'Europe qui ne cesse de s'enfler et de révéler sa vraie nature, à laquelle les réfugiés des zones en guerre au Proche Orient ou en Afghanistan prennent moins de part que les migrants africains, est un indicateur atténué (car les migrants qui atteignent l'Europe ne sont que l'écume de cette coulée) de cette discordance entre crue démographique et insuffisance des bassins d'emploi pour l'absorber sur place. Même en Ethiopie, où s'affirme l'une des plus belles réussites industrielles de l'Afrique, le gros de la population reste rural, sous-productif et saturé d'excédents inemployés.

De réels espoirs peuvent être placés dans les diasporas, que la crise migratoire abonde au surplus, quand on songe que les transferts individuels cumulés des migrants vers l'Afrique dépassent de loin le montant de l'APD dont elle bénéficie. Mais au delà des transferts marginaux de ce type, on ne peut attirer en Afrique des investissements de la part de ces expatriés (voire leur propre retour séminal) que si les pays présentent un degré d'attractivité suffisant, et par exemple garantissent à leurs enfants des conditions de vie et des espérances aussi assurées qu'en Europe ou en Amérique, ce qui est trop rarement le cas. Les moyens du développement supposent donc réalisées les *conditions* du développement, elles-mêmes tributaires d'un premier développement suffisant que l'aide internationale soutient, mais ne peut assurer à elle seule. D'où le caractère crucial des politiques publiques, des choix stratégiques, des priorités satisfaites. Or on sait que maint dirigeants, et à leur instar une large fraction des élites, ont eu depuis les indépendances tendance à poursuivre et accentuer la logique prédatrice coloniale et émarger à la croissance plutôt que faire émerger les conditions de son expansion cumulative. C'est cette attitude qu'il faut absolument inverser, et cela passe en partie par un progrès de la démocratie, de la transparence, de la liberté de la presse et de l'émergence d'une opinion publique éclairée, à quoi les partenaires régionaux et internationaux peuvent aider en s'astreignant à ne pas tolérer les

manquements de tous ordres à une éthique du bien public⁸.

Moyennant un enclenchement d'une sorte de cercle vertueux en ce sens, rien n'interdit de penser que les facteurs favorables pourraient s'aligner et se conjuguer pour amener une transformation assez rapide de la dynamique africaine, faisant dès lors de l'Afrique le moteur de la croissance mondiale d'une manière en quelque sorte keynésienne, par l'interaction féconde de tous les potentiels enfin convenablement combinés.

Le rôle des diasporas dans cet enclenchement est probablement crucial, car ce sont elles qui sont immergées dans des univers en mouvement favorable – elles les ont rejoints pour cette seule raison. C'est dans leurs pays d'accueil que les émigrés ont trouvé, outre une vaste école ambiante de modernité, bien souvent un accès meilleur à des emplois qualifiés qu'il ne leur aurait été permis d'en espérer chez eux. Eux-mêmes, ou leurs enfants, ont bénéficié d'un progrès scolaire souvent spectaculaire – jusqu'à pour certains entrer au gouvernement à un rang très élevé – et leur réussite constitue pour leurs pays d'origine un bras de levier précieux, car ils ont non seulement un peu de ressources à y valoriser, mais surtout une expérience de ce que devrait devenir leur

8. Voir Jean Tirole, Prix Nobel d'économie, *Économie du bien commun*, Paris,

société d'origine si l'on prend pour référence les sociétés qui ont depuis longtemps réussi leur passage à la prospérité. Les ressources financières ne sont pas ce qui manque en Afrique. On y trouve aisément les fonds ou les crédits pour tout projet prometteur. Ce qui manque, ce sont les capacités de faire que les fruits passent la promesse des fleurs, et cette capacité existe dans la diaspora. Le tout est de connecter ce réservoir de compétences et d'expérience accumulées à l'étranger avec les potentiels de développement latents en Afrique, le reste sera presque donné de surcroît – financement, appuis, et surtout probabilités de réussite qui sont immenses à partir du moment où l'affaire est bien engagée et bien conduite. Que ces potentiels dormants et ces capacités parfois sous-employées demeurent déconnectées est un déficit pour l'Afrique. À la migration de la détresse, vers le Nord, devrait répondre une migration de l'ambition et des espérances vers le Sud, les seconds pouvant très souvent être les fils et filles des premiers après un séjour de remise à flot et de formation au Nord. Ainsi prise dans un mouvement de convection bénéfique, la problématique migratoire cesserait d'avoir l'aspect tragique pour les uns, angoissant pour les autres, dont Jean Raspail avait dès 1973 anticipé la tragédie dans *Le Camp des Saints*⁹ : une ruée invasive de miséreux venant s'installer en Europe, une sorte de transvasement vers les pays

9. Jean Raspail, *Le camp des Saints*, Robert Lafont 1973.

vieillissants et opulents des surplus juvéniles en haillons de la misère du monde. On a déjà cet exemple avec les émigrés haïtiens au Canada, qui y réussissent souvent très bien, et qui reviennent au pays apporter une capacité qui y faisait cruellement défaut, le Québec jouant alors le rôle d'un incubateur de compétence, d'un transformateur de gisement humain brut en ressource féconde.

Amorcer une convection vertueuse

Il y a là une piste, mais tout se passe un peu comme si tout le monde stationnait à son orée, hésitant à qui fera le premier pas dans cette direction. Oui, la vague démographique en train d'enfler peut être porteuse, mais à condition de ne pas la prendre par le travers et s'en faire culbuter, submerger, naufrager. Vu la vitesse à laquelle elle approche, il est grand temps de manœuvrer pour la recevoir dans l'axe d'une navigation accélérée qui saura profiter de sa poussée quand elle viendra soulever en plein le frêle esquif de l'arche chevauchant le déluge.

Or, aujourd'hui encore, il y a plus de médecins africains à Paris que le Bénin ne compte de praticiens. Lorsqu'un ministre imaginaire avait mis en place des formules de retour estival de ces médecins installés en France, les incitant à passer leurs vacances au pays et y exercer leur spécialité moyennant de menus avantages, dans l'espoir que quelques uns choisissent d'y rester,

l'instabilité ministérielle chronique mit un terme à l'expérience avant même qu'elle n'ait porté ses premiers fruits. Voilà comment l'amorçage du passage à la dynamique dont tout le monde pense qu'elle pourrait être très porteuse ne se fait jamais. Les mèches sont éteintes avant que de mettre le feu aux poudres censées initier les réactions en chaîne. Le spoil system qui sévit en Afrique, la primauté excessive du politique sur la continuité administrative, déminent sans cesse les initiatives qui pourraient enclencher une évolution vertueuse cumulative. De sorte qu'on en reste perpétuellement à de nouvelles initiatives, proclamées à son de trompes et puisant aux cornes d'abondance des bailleurs, fertiles en déclarations prometteuses mais retombant bientôt en déconvenues qui éteignent l'espoir. Le résultat, c'est que toute une jeunesse, héritière des espérances de l'indépendance, puis du développement, aujourd'hui appâtée par les exemples encourageants de parties entières du monde sorties de la pauvreté en une génération, s'enlise toujours un peu plus dans le découragement, qui porte certains au désespoir et la plupart à rêver du départ.

Cette subsidence des espérances en est venue à un point où le développement devient moins une affaire de finances, de techniques, de gouvernance ni même de politique, que de mentalité : à partir du moment où l'on n'y croit plus, il cesse d'être possible. Le développement, c'est largement une

affaire d'espérance collective raisonnablement validée par le constat que plusieurs choses vont mieux. Alors, l'énergie du plus grand nombre se coalise pour poursuivre dans le sens qui se dessine, et c'est elle qui produit l'essor transformateur, qu'il ne reste plus qu'à piloter au mieux. C'est ce ressort là qui est en péril aujourd'hui, et c'est lui aussi qui est l'élément décisif de la conversion possible d'une Afrique encore sous-développée en un continent moteur de rang mondial. Dans son déclic joue beaucoup l'appréciation du monde extérieur, pourvu que les réalités lui donnent un minimum de validation : le fait que le regard extérieur sur l'Afrique soit passé du pessimisme à l'optimisme est un atout capital, mais qui perdra à nouveau toute son efficacité s'il devait lui aussi être démenti par la retombée désolante des espoirs qu'il fait lever. La réussite est une affaire de mentalité plus que de politique, et c'est le moment où jamais de communiquer à toute l'Afrique cet élan de confiance en soi et en son avenir qui décidera du passage de la barre ou du fracassement sur les récifs à fleur d'eau. C'est d'ailleurs d'elle que vient désormais l'étincelle de cet espoir.

Certains pointent plus spécialement le paradoxe des mégapoles africaines : par leur immensité à la chinoise (30 à 40 millions d'habitants concentrés autour de Lagos ou de Kinshasa), elles réunissent la masse critique largement suffisante pour enclencher un développement rapide, par l'obligation